



Fédération des Centres
sociaux et Socioculturels
de France [FCSF]

10 rue Montcalm
75018 Paris

COMMUNIQUE -
21 DECEMBRE 2023

Loi « Immigration » :

Colère, honte et effondrement de nos valeurs

La FCSF se mobilise, aux côtés des organisations de solidarité et d'éducation populaire, en réaction à la loi « Immigration », adoptée par l'Assemblée nationale.

Le réveil fut douloureux, mercredi 20 décembre 2023, face à la réalité du vote de la loi « Immigration intégration asile ». Entre colère de voir le rejet de l'autre désormais dans la loi ; honte devant un texte qui entérine la préférence nationale comme acceptable ; et effondrement des valeurs socles des associations de solidarité et de ce qui fonde le pacte de notre République.

L'inconditionnalité de l'accueil dans les centres sociaux, nos valeurs de dignité humaine et de solidarité ne peuvent tolérer une telle loi. Au quotidien, les centres sociaux et socioculturels mettent en œuvre un accueil de chacun.e de façon universaliste : nous accompagnons l'accès aux droits, mettons en œuvre des ateliers sociolinguistiques, facilitons l'accueil et la mise en lien avec les partenaires pour permettre à chacun.e de trouver sa place dans la société. Aujourd'hui, la loi « Immigration » telle que votée est un coup de massue sur ce qui fonde le sens même de notre action.

Que ce soit la mise en place de la conditionnalité des prestations sociales, la fin de l'inconditionnalité de l'accueil d'urgence, les mesures limitant les possibilités d'études pour les étudiants étrangers, la question du droit du sol ou encore une politique linguistique, dite d'intégration, toujours plus discriminante et excluante : des mesures iniques qui portent atteinte à plusieurs de nos principes républicains !

A l'heure où les crises climatiques et les tensions géopolitiques aux portes de l'Europe posent des défis collectifs d'accueil et de partage sur nos territoires, les questions migratoires ne peuvent se penser en posant des barrières et en brandissant une « préférence nationale ». Elles doivent être au cœur d'un véritable débat de société – prenant en compte les peurs ou inquiétudes, exprimées ou non – à partir de chacun.e, se fondant sur nos valeurs fondatrices : Liberté, Egalité, Fraternité... pour continuer à construire une société plus solidaire et plus juste !

La Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France – aux côtés de l'ensemble des acteurs.trices de solidarité - appelle à un rejet plein et entier de ce texte de loi par le Conseil Constitutionnel et à l'abandon de la promulgation de la loi.